



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme
Alimentaire
Mondial



Canada 

Initiative résilience Organismes ayant leur siège à Rome

Renforcer la résilience des moyens d'existence lors des crises prolongées
au Niger, en République démocratique du Congo et en Somalie

Avant-propos

L'humanité vit une période critique caractérisée par des besoins humanitaires d'un niveau sans précédent dus en grande partie à des crises de plus en plus longues. Ces chocs, de plus en plus forts et fréquents, produisent des effets disproportionnés sur les populations les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, en particulier les femmes et les enfants. Les opérations humanitaires mises en œuvre pour faire face à ces crises sauvent des vies et permettent de restaurer les moyens d'existence, mais ne réussissent pas toujours à juguler les vulnérabilités sous-jacentes. Simultanément, les gains de développement enregistrés courent toujours le risque d'être réduits à néant que ce soit par une catastrophe naturelle, un conflit ou une hausse subite du prix des denrées alimentaires. Lutter contre ces vulnérabilités sous-jacentes par le biais d'actions humanitaires peut contribuer à faciliter et à renforcer les efforts de développement que nous mettons en œuvre.

Il s'avère nécessaire et souhaitable de développer de nouvelles approches différenciées face aux crises prolongées, dont la promotion de la résilience des communautés et des moyens d'existence vulnérables, afin de rompre le cycle de vulnérabilité et d'atteindre l'objectif de développement durable 2 « Faim Zéro ». Mais, pour ce faire, il y a lieu d'appliquer une « nouvelle façon de travailler », conformément aux engagements pris lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016 et dans le Grand compromis (« Grand Bargain »), qui préconise la mise en œuvre d'actions intégrées, contextuelles, pluriannuelles et associant tous les partenaires, menées tant par les autorités nationales que par les communautés locales, et soutenues par des financements pluriannuels.

Le Canada s'est associé aux organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) – à savoir l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) – pour mettre à l'épreuve sur le terrain leur Cadre conceptuel de collaboration pour renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Dans cet objectif, nous prenons l'engagement exceptionnel de répondre aux besoins d'assistance alimentaire humanitaire dans des contextes de crises prolongées en contribuant, à hauteur de 50 millions de dollars canadiens (38 millions d'USD), à la mise en œuvre d'un programme innovant d'une durée de cinq ans au Niger, en République démocratique du Congo et en Somalie.

En procédant de manière différente et innovante, l'impact de cette Initiative résilience contribuera à guider l'approche future du Canada en matière d'assistance humanitaire alimentaire. Nous remercions les OSR pour leur leadership et leur détermination à venir en aide aux personnes les plus vulnérables et à éliminer la faim. Nous espérons que d'autres organisations se joindront à nous pour prendre part à l'agenda résilience, lequel fournit un cadre solide permettant de faire le lien entre les approches humanitaires et l'aide au développement, visant à atténuer les effets négatifs des crises récurrentes et à s'attaquer aux causes premières des vulnérabilités persistantes et de l'insécurité alimentaire.



M^{me} Marie-Claude Bibeau
Ministre du développement international
et de la francophonie
Canada



L'engagement exceptionnel du Canada en réponse aux besoins humanitaires lors de crises prolongées

Le gouvernement canadien apporte une contribution de 50 millions de CAD (38 millions d'USD) aux trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR) pour la mise en œuvre d'un programme innovant d'une durée de cinq ans au Niger, en République démocratique du Congo et en Somalie. Si les OSR travaillent en étroite collaboration dans de nombreux pays, c'est la première fois qu'ils reçoivent un financement pluriannuel conjoint pour des actions de résilience. Les enseignements tirés de cette initiative contribueront à définir l'approche du Canada en matière d'assistance alimentaire humanitaire dans les années à venir.

Une approche complémentaire qui fait le lien entre les objectifs humanitaires et de développement

L'objectif du programme conjoint est de répondre aux besoins alimentaires immédiats tout en augmentant durablement la sécurité alimentaire et en renforçant la résilience des ménages exposés à l'insécurité alimentaire dans les régions touchées par des crises prolongées et récurrentes, en portant une attention spécifique aux femmes et aux enfants, particulièrement vulnérables. Ce programme représente un effort sans précédent visant à soutenir ces communautés vulnérables et à investir dans celles-ci pendant une période de cinq ans grâce à des mesures d'assistance intégrées, contextuelles, sensibles au genre et à la nutrition. Ces mesures sont définies par communauté grâce à la planification participative et doivent s'inscrire dans le cadre des priorités nationales. Elles visent à protéger et à valoriser les sources de denrées alimentaires et de moyens d'existence des populations en restaurant, en réhabilitant et en soutenant leurs actifs de production (tels que les terres, les ressources naturelles, les moyens de production, les outils, l'accès à l'eau, le bétail, etc.), en améliorant les liens avec le marché et en renforçant leurs capacités techniques et commerciales. Ces mesures contribueront à lutter contre les causes premières de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité et, au final, réduiront la dépendance à l'assistance humanitaire.

La majorité des populations touchées par les conflits et les crises prolongées dépend des récoltes, du bétail, de la pêche et de la sylviculture pour survivre. Les conflits et la violence interrompent la production alimentaire et les activités agricoles, anéantissent les stocks alimentaires et les réserves de semences, perturbent les marchés, aggravent la faim et exacerbent la malnutrition. Les OSR travaillent à consolider le caractère durable et résilient des moyens d'existence ruraux, pierre angulaire des sociétés pacifiques. Les interventions des OSR renforcent la résilience en aidant les populations et les systèmes à résister aux conflits et à s'en relever, tout en contribuant au développement économique de manière plus générale.

La collaboration des OSR – une approche intégrée pour atteindre de meilleurs résultats

Le programme s'appuie sur la coopération entre les OSR au Niger, en République démocratique du Congo, et en Somalie et mobilise les forces, l'expérience et les outils de chaque agence afin d'obtenir les meilleurs résultats.

Éléments clés de la collaboration des OSR

Planification et programmation conjointes

La planification et la conception des activités à mettre en œuvre dans les domaines d'intervention conjoints se fondent sur l'Approche à trois niveaux (3PA) du PAM pour le renforcement de la résilience. L'approche 3PA est un processus consultatif qui place les populations et les partenaires au centre de la planification. Elle pose les fondations permettant de définir, de concevoir, de coordonner et de mettre en œuvre conjointement des projets complémentaires en mettant en parallèle les informations sur les tendances en matière de sécurité alimentaire, les chocs, les moyens d'existence et la saisonnalité aux niveaux national, régional et communautaire. L'approche 3PA permet aux femmes de contribuer à leur propre autonomisation et d'adapter les programmes aux besoins des filles et des femmes.

Programmation sensible au genre en matière de résilience

Les femmes rurales, particulièrement vulnérables, sont affectées de manière disproportionnée par les chocs et les facteurs de stress, en particulier en cas de crises prolongées et récurrentes. Une stratégie tenant compte du genre sera adoptée tout au long de l'intervention. Les questions liées au genre seront définies et analysées à chaque stade du programme, en tenant compte des différents rôles et défis auxquels sont respectivement confrontés les hommes et les femmes, et en répondant à leurs besoins spécifiques.

Complémentarité et harmonisation des activités

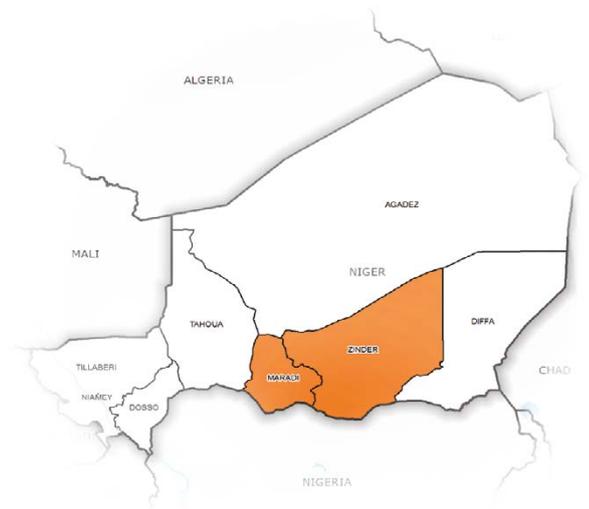
Les OSR harmoniseront leurs interventions en vue de conjuguer leurs efforts respectifs. Le PAM ciblera les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire grâce à ses programmes d'assistance alimentaire pour la création d'actifs. Ces programmes fourniront des denrées alimentaires et/ou des transferts de type monétaire pour pallier les pénuries alimentaires immédiates des ménages qui pourront ainsi consacrer davantage de temps au renforcement des actifs permettant de stabiliser les terroirs et de réduire les risques de chocs climatiques et les difficultés saisonnières (en particulier celles auxquelles font face les femmes), avec le soutien technique de la FAO. Lorsque la base des ressources naturelles sera restaurée, les écoles pratiques d'agriculture et d'élevage de terrain et la formation aux pratiques agricoles résilientes au climat soutenues par la FAO stimuleront la production et augmenteront les revenus et la diversification des moyens d'existence. Le PAM et la FAO s'associeront pour mener des interventions sensibles à la nutrition telles que des formations en matière de nutrition et d'hygiène alimentaire et des formations sur la production agricole sensible à la nutrition. Ces interventions compléteront les investissements du FIDA visant à créer des liens entre les agriculteurs et les marchés et permettront au PAM d'apporter un soutien accru aux agriculteurs grâce aux achats locaux. Le FIDA jouera également un rôle déterminant dans le renforcement des organisations

de producteurs locaux, la promotion d'un meilleur accès aux services financiers ruraux et l'amélioration de la gouvernance communautaire des ressources naturelles rares. Ces actions permettront aux petits exploitants agricoles de s'adapter aux crises en recourant à l'emploi rural et aux opportunités entrepreneuriales, en particulier en ce qui concerne la jeunesse rurale.

Génération de preuves au moyen d'évaluations d'impact

Le modèle de l'Indice de mesure et d'analyse de la résilience (Resilience Index Measurement and Analysis – RIMA) de la FAO sera utilisé pour mesurer l'incidence des interventions sur la résilience des ménages. Il permettra d'analyser les principaux éléments déterminant la résilience (accès aux services de base, actifs, dispositifs de protection sociale, etc.) et leur évolution dans le temps pendant la mise en œuvre du programme. Les leçons apprises permettront d'améliorer la qualité et l'incidence de la programmation conjointe des OSR en matière de résilience dans ces trois contextes, ainsi que dans de nombreux autres pays grâce à la documentation récoltée et au partage d'expériences.





Le Niger

Le Niger souffre de crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes, causées par la généralisation de certaines vulnérabilités et par l'augmentation de la fréquence des chocs climatiques.

Dans les deux « communes de convergence » des régions de Maradi et de Zinder, où le projet sera mis en œuvre, des exercices de planification communautaire participatifs sensibles au genre seront organisés afin de déterminer les besoins communautaires spécifiques, de discuter des actifs et des questions de titres de propriété foncière, et de sensibiliser les communautés au projet. Ces exercices s'inscriront étroitement dans la lignée de l'initiative Les Nigériens nourrissent les Nigériens (3N) et du Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) en cours.

Les ménages ciblés recevront un soutien sous la forme de transferts de type monétaire ou en nature par le biais des programmes d'assistance alimentaire pour la création d'actifs. L'assistance technique, apportée par les écoles pratiques d'agriculture et d'élevage, et la mise à disposition de divers moyens de production de qualité pour la production tant agricole qu'animale renforceront et diversifieront davantage le potentiel économique des petits exploitants agricoles. En outre, ceux-ci recevront un soutien afin d'améliorer leur accès aux marchés grâce à des achats locaux et à des formations en matière de gestion de l'eau, de planification de l'utilisation des terres, de production résiliente au climat et sensible à la nutrition, de gestion d'après-récolte et de commercialisation.

Un élément financier contribuera à pérenniser l'impact du projet en donnant aux bénéficiaires les moyens de continuer à mettre en œuvre des techniques de production innovantes au fil du temps. Des clubs d'écoute Dimitra – comptant chacun de 25 à 30 personnes – seront créés pour mobiliser la communauté, améliorer la cohésion sociale et l'égalité des genres, et accroître le leadership des femmes dans certains villages. Des compléments alimentaires seront distribués aux enfants âgés de 6 à 23 mois dans des ménages ciblés durant la période de soudure ainsi qu'aux enfants dénutris tout au long de l'année. Il sera procédé au renforcement des capacités en matière de gestion communautaire et de dépistage de la malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les enfants et les femmes enceintes dénutries. Des repas scolaires seront également fournis et des jardins scolaires créés.





La République démocratique du Congo

Le territoire de Rutshuru, où le projet sera mis en œuvre, a été lourdement touché par des conflits violents et récurrents au cours de ces dernières années.

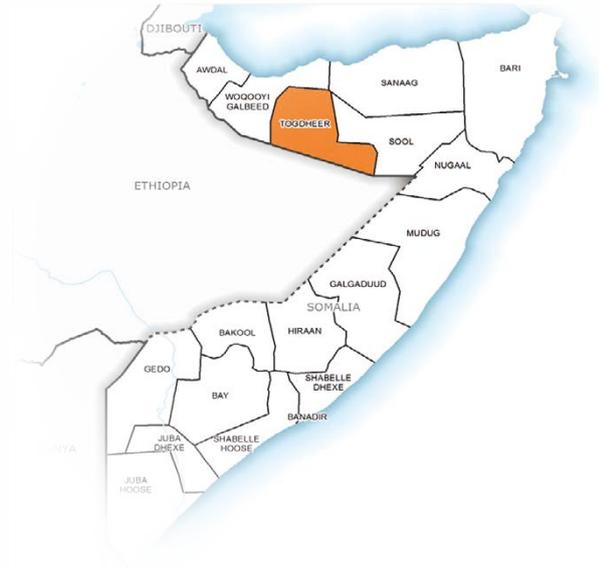
Les communautés bénéficieront d'une combinaison innovante associant:

- l'assistance alimentaire pour la création d'actifs
- le développement de chaînes de valeur pour les petits exploitants
- l'inclusion financière

Dans un premier temps, le projet fournira des transferts de type monétaire ou en nature afin d'améliorer l'accès à la nourriture aux ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire, tout en renforçant simultanément les actifs basés sur les ressources naturelles et en réhabilitant les infrastructures de production. Ensuite, une assistance technique et des moyens de production de qualité seront fournis et l'approche Achats au service du progrès (P4P) sera mise en œuvre. Le projet permettra de renforcer les capacités des petits exploitants agricoles (avec une attention particulière accordée aux exploitants possédant moins d'un hectare de terres) et leur organisation en matière de production agricole durable et sensible à la nutrition, de gestion de la qualité et de l'après-récolte, ainsi que d'entreposage et de commercialisation.

Le projet permettra en outre d'améliorer leur accès aux marchés, en s'intéressant tout particulièrement aux chaînes de valeur clés définies dans le plan du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu (PASA-NK): le maïs, le café arabica, la pomme de terre et le riz. Les infrastructures du marché seront construites et réhabilitées. Le projet soutiendra également l'inclusion financière des petits exploitants agricoles, tant les femmes que les hommes, en créant des groupes d'épargne et de crédit et en les mettant progressivement en relation avec les institutions financières officielles, facilitant ainsi leur accès au crédit et aux actifs financiers. Enfin, les groupes de femmes, y compris les filles, les femmes enceintes et les mères allaitantes bénéficieront d'une éducation à la nutrition, de formations aux bonnes pratiques nutritionnelles, de programmes d'alphabétisation fonctionnels et de démonstrations culinaires.





La Somalie

La vie et les moyens d'existence des communautés des deux districts de la région de Togdheer en Somalie, où le projet sera mis en œuvre, ont été sévèrement touchés par la sécheresse de 2017 qui a conduit à des conditions de famine.

Les communautés recevront un soutien pendant les cinq prochaines années pour reconstituer leurs stocks alimentaires et leurs moyens d'existence, retrouver leur statut nutritionnel et renforcer leurs actifs de production. Ces actions contribueront à atténuer l'impact d'éventuels chocs à l'avenir. Les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire bénéficieront de transferts de denrées alimentaires ou de type monétaire pour pallier les pénuries alimentaires saisonnières et recevront des intrants de qualité afin d'accroître la production agricole et fourragère. Par l'intermédiaire de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs, ils bénéficieront d'un soutien pour réhabiliter les pâturages et les terres agricoles dégradés, améliorer l'infrastructure de production (irrigation et réservoirs d'eau), et mettre en œuvre des mesures de conservation des eaux et des sols.

Afin d'améliorer la diversification de leurs moyens d'existence, tant dans le cadre de l'agriculture qu'en dehors, une assistance technique en matière de techniques de production agricole et animale durable, des formations professionnelles portant sur la génération de revenus, et des formations à la gestion de l'après-récolte et à la commercialisation seront mises en place.

L'utilisation de foyers de cuisine améliorés sera encouragée afin d'accroître l'accès sécurisé aux combustibles et à l'énergie (SAFE). Les communautés recevront un soutien pour mettre au point des plans d'action pour la gestion durable des ressources naturelles, qui seront par ailleurs endossés par le gouvernement. Des denrées nutritives seront distribuées aux femmes enceintes et allaitantes se rendant dans les centres de santé pour mères et enfants. Les programmes d'alimentation complémentaire cibleront les femmes chez qui une malnutrition aiguë modérée aura été diagnostiquée. Une assistance alimentaire sera également offerte aux patients atteints de tuberculose et aux personnes sous traitement antirétroviral, ainsi qu'à leurs familles. Un programme de repas scolaires visera à ce que les enfants en âge scolaire bénéficient d'une alimentation saine.

Définitions

Les **clubs d'écoute Dimitra** sont des groupes de personnes qui se réunissent régulièrement pour cerner leurs difficultés communes, rechercher des solutions et entreprendre des actions collectives en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Accordant une attention particulière aux personnes les plus marginalisées (les femmes et les jeunes), cette approche participative contribue au changement comportemental, améliore l'accès des populations rurales à l'information et renforce les capacités organisationnelles.

Les **Écoles pratiques d'agriculture et d'élevage de terrain (FFS)** sont un mode d'apprentissage par groupe qui associe des concepts et des méthodes d'agro-écologie, d'éducation expérimentale et de développement communautaire.

L'**Assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA)** est un programme qui offre un transfert de denrées alimentaires ou de type monétaire dans le but de combler un déficit de consommation chez les personnes les plus vulnérables (accès à court terme à de la nourriture) tout en soutenant simultanément les populations afin qu'elles renforcent les actifs des ménages et de la communauté pour réduire le risque de catastrophes et renforcer les moyens d'existence et la résilience sur le long terme (au niveau des résultats et de l'impact).

Les programmes **Achats au service du progrès (P4P)** connectent les petits exploitants agricoles aux marchés, donnant ainsi l'occasion à ces exploitants de développer leurs activités et d'améliorer leur niveau de vie ainsi que celui de leur communauté. Dans le cadre des P4P, la demande constante du PAM et de ses partenaires incite les agriculteurs à investir, tout en réunissant un large éventail de partenaires dans le processus de soutien tout au long de la chaîne de valeur – de la production à l'après-récolte en passant par les compétences commerciales et l'accès au financement.

L'**Accès sécurisé aux combustibles et à l'énergie (SAFE)** est une approche multidisciplinaire axée sur i) la garantie d'une offre énergétique durable grâce au recensement et à l'évaluation des sources potentielles de combustible ; ii) l'évaluation des besoins en combustible pour mieux répondre à la demande énergétique, la promotion de pratiques de cuisson économes en combustible, et de technologies à faible consommation de combustible pour la cuisine et la production ; et iii) la promotion de moyens d'existence durables et diversifiés en vue de renforcer la résilience.

Les **plans d'épargne et de crédit** permettent aux habitants des villages de mettre leurs économies en commun en achetant des parts dans le groupe. Lorsque chacun a versé le montant convenu, les membres sont éligibles pour de petits crédits leur permettant de créer une petite entreprise ou de répondre à un besoin soudain (paiement de frais de scolarité, par exemple). Les intérêts versés lors du remboursement du crédit sont partagés entre tous les membres.

Informations clés

Contribution

50 millions de CAD

Partenaire ressource

Canada

Durée

2017–2021

Pays sélectionnés

Niger, République démocratique du Congo et Somalie

Nombre total de bénéficiaires prévu

27 000 familles (168 000 personnes)



© IFAD/David Rose

Contacts

CANADA Ambassade du Canada à Rome, Italie

FAO Dominique Burgeon, Chef du programme stratégique – Résilience

FIDA Richard Pelrine, Économiste régional en chef, Division Afrique de l'Ouest et du Centre

PAM Denise Brown, Directrice, Division des politiques et des programmes

RPERMG@international.gc.ca

dominique.burgeon@fao.org

r.pelrine@ifad.org

denise.brown@wfp.org